

X: Doug, Jack, MA, B/C (Gug), Jose, NO, LS, O'ga
Peter C / Fred M., FPLI OCT 25 1979

October 13, 1979

1837 est rue Ontario
Montreal

Doug Jenness

Dear Doug:

I managed to pick this up at the office the other day. I'm sure you aren't on the LTT's mailing list, but Leon is. They and Moreno both have an elaborate communications network, and Leon is on both lists.

The LTT is also circulating a longish document entitled "Ou va le SWP" dealing with Cuba and Nicaragua among other things. If you haven't seen it in N.Y., I'll try to find it for you.

Things are going extremely well here, as John H. will have reported to you.

Comradely,

Art Young
Art Young

La révolution nicaraguayenne au coeur de la crise de l'internationale

SOMMAIRE:

Introduction: la situation dans l'internationale après la réunion du S.U. de septembre-octobre. Une déclaration de la TLT.

DECLARATION FINALE du camarade Moreno votée par les membres de la F.B. et de la TLT.

DOCUMENTS:

- Lettre Udry-Comejo au FSLI (extraits);
- Déclaration Moreno sur l'ordre du jour du SU;
- Motion préalable de la TLT sur la colonne Simon Bolivar (rejetée à l'unanimité du SU)
- Motion préalable de la FL sur la colonne Simon Bolivar (rejetée à l'unanimité);
- Motion préalable de la TLT sur l'orientation au Nicaragua; (rejetée à l'unanimité);
- Motion TLT sur la répression;
- Motion adoptée par le S.U. sur la colonne Simon Bolivar;
- Motion du S.U. sur l'activité des trotskistes au Nicaragua;
- Motion du S.U. sur F. Amador.
- Déclaration de F. Amador.

La situation dans l'Internationale après le S.U. de septembre-octobre

1. La réunion du SU de fin septembre a précipité ~~une~~ façon brutale une nouvelle crise d'une gravité inégalée, crise qui était latente dans l'Internationale, depuis l'ouverture de la révolution nicaraguayenne.

La base fondamentale de cette crise réside dans l'offensive menée par la nouvelle direction du SWP dont l'objet est d'amener notre mouvement à abandonner sa propre construction indépendante au Nicaragua au profit d'une orientation de totale subordination au FSLN, au Gvt de Recons. Nat. et au delà, à la politique castriste.

Cette politique a, dès avant le SU, trouvé son expression publique, dans le soutien apporté par le SWP à la politique du Gvt de recons. nat. (GRN) y compris ses mesures répressives contre des militants de la IV°.

2. Face à l'extrémisme des exigences politiques avancées lors du SU par les dirigeants du SWP et des révisions théorique oralement formulées à leur appui, certains membres dirigeants du "caucus" ont été contraints d'amorcer une certaine résistance, aussi limitée et inconséquente fût elle. C'est au camarade Mandel lui-même qu'il est revenu, lors du débat sur la brigade S.B. (ESB), de dénoncer ce qu'il a caractérisé à plusieurs reprises comme "une introduction du stalinisme dans nos rangs".

3. Pour autant, du fait des pratiques destructrices de consensus introduites dans l'Internationale par la prétendue "recomposition", les mesures et motions effectivement adoptées, et pour la plupart à l'unanimité (hormis les votes de membres de la FB et de la TLT) constituent une couverture par le SU de l'orientation déjà appliquée par la direction du SWP et en tirent, sous la forme d'inacceptables injonctions administratives, toutes les conclusions en essayant d'obtenir la dissolution de positions conquises par les trotskistes au Nicaragua. A cet égard les votes intervenus sur l'activité des trotskistes au Nicaragua et sur le camarade Amador rappellent les pires précédents dans les périodes de crises les plus aiguës de la IV, voire de la III° Internationale.

Dans une telle situation, les membres de la TLT, de la FB, présents au SU ont été conduits, le 3 octobre à faire en commun la déclaration ci-jointe comme l'exigence la plus urgente de la sauvegarde, de l'unité et de l'intégrité la plus élémentaire de la IV° Internationale et de son programme.

4. En tant que militants loyaux de la IV° Internationale, les membres de la TLT engagent dès aujourd'hui toutes leurs forces et en appellent sans exclusive, aucune à tous les militants et dirigeants de l'Internationale, afin que soient rejetées des prises de position et des mesures qui, par leur contenu même, ne peuvent trouver aucune autorité et qui conduiraient, si elles été appliquées à la liquidation des positions de la IV° Internationale dans cette région, et mettraient par là même en cause l'unité et l'existence de la IV° Internationale comme parti mondial centralisé démocratiquement.

C'est là la seule méthode qui permette de renverser le cours scissionniste et liquidateur de la direction du SWP et, de restaurer les normes du bolchévisme et les conditions d'un XI° congrès mondial qui fasse autorité.

DECLARATION SUR LA CRISE DE LA IV^e INTERNATIONALE FACE A LA REVOLUTION NICARAGUAYENNE.

(Cette déclaration a été soumise au vote par le camarade Lionero à l'issue du débat du S.U. sur le Nicaragua et a reçu le soutien des membres de la FB et de la TLT.)

Considérant que le S.U. s'est refusé à condamner les positions prises par la direction du SLP, positions ouvertement révisionnistes et en rupture complète avec l'orientation votée par le S.U. du 4 juillet, sur la nature et le rôle du Gouvernement de reconstruction nationale, sur la politique castriste et corrélativement sur la Conférence des non-alignés. Ce faisant, le S.U. a empêché que se tienne un véritable débat d'orientation, sur le seul débat ou peut avoir lieu un tel débat, celui d'un retour indispensable aux principes constitutifs de notre mouvement et ce qui concerne l'exigence élémentaire du combat pour la plus complète indépendance politique du prolétariat.

Considérant que la résolution adoptée ne constitue en rien un véritable document d'orientation, donnant à partir de nos acquis fondamentaux, une claire définition des tâches politiques nécessaires à la construction d'une Section de la IV^e au Nicaragua. La résolution approuvée ne constitue rien de plus qu'une couverture donnée par le S.U. à toutes les positions révisionnistes prises par la direction du SLP et une tentative de légitimer cette même orientation pour l'avenir. Le contenu réel de cette orientation est l'appui à un Gouvernement bourgeois et à son activité de "reconstruction nationale" dans le cadre d'un Etat bourgeois, la subordination politique totale tant à la direction castriste qu'à celle du Front Sandiniste, la simple apologie de leurs politiques, l'abandon de toute perspective de construction d'une Section de la IV^e du fait d'une orientation qui, loin d'être une tactique extrême conduit à une dissolution pure et simple, sans organisation ni programme, des trotskistes au sein du FSLN.

Considérant qu'avec clarté, le camarade Jack Barnes et les autres dirigeants du SLP ont déclaré que le gouvernement de reconstruction nationale "est et n'est pas bourgeois", qu'il ne devait pas être caractérisé comme de collaboration de classe (ainsi, la résolution adoptée écrit que c'est "dans la forme" qu'il est de coalition), qu'il serait "criminel" de faire un travail trotskiste fractionnel ou de tendance dans le FSLN, que sa direction est révolutionnaire et que donc la IV^e Internationale doit appliquer la critique de Pablo face au FLN algérien;

Considérant que le S.U. a décidé de dénoncer publiquement l'activité de la Brigade Simon Bolivar et qu'en même temps, il s'est refusé ou du moins le plus élémentaire d'affirmer sa solidarité avec les membres de celle-ci soumis à la torture et de dénoncer sans ambiguïté la collaboration des policiers sandinistes et paramilitaire dans cette opération.

Considérant que le S.U. s'est divisé mortellement à propos de l'exigence élémentaire d'affirmer son opposition à la mesure d'expulsion de la ESB prise par le Front Sandiniste et le Gouvernement de Reconstruction Nationale. La position finalement adoptée sur cette question constitue un acte de pure forme, s'exprimant dans les termes les plus modérés possibles et qui, en ses conditions d'adoption, se voit dénier toute validité politique par nombre de membres du S.U.

Considérant que le S.U. a, en revanche, décidé de manifester une complète unanimité pour refuser de condamner clairement des positions publiques qui ont apporté un appui explicite à la mesure de répression du GHR, démontre ainsi clairement quelle est son orientation politique réelle. La tentative de donner une couverture à cette orientation en affirmant de façon purement formelle un désaccord avec l'expulsion de la Brigade trouve ainsi son véritable contenu.

Considérant qu'en profit d'une orientation de dissolution pure et simple dans le FSLN et de subordination à sa direction, le S.U. prétend empêcher aux trotskistes d'en réiter toute activité au Nicaragua, y compris la construction d'organisations de la IV^e Internationale;

Considérant que le S.U. entend faire juge des erreurs passées du camarade Amador, une direction petite-bourgeoise extérieure au mouvement trotskiste; que le camarade Jack Barnes écrivait en 1977 que ces erreurs avaient été publiquement éclaircies, que la tentative

4
stalinienne de les "détourner" n'avait pour autre objet que de "discréditer le trotskisme et de détruire un des groupes de la IV^e Internationale" et que "Tous ceux qui font aient battage public de cette affaire faisaient aussi le jeu des staliniers".

Considérant que les motions adoptées comme le refus de celles présentées par le TLT et la FB, tendent à éviter la discussion politique sur l'activité réelle de la IV^e Internationale face à la révolution nicaraguayenne, discussion qui aurait fait toute la lumière sur l'abandon de tous les principes de la IV^e Internationale au bénéfice de l'orientation castriste que la nouvelle direction du SWP cherche à imposer à notre mouvement; que ces mesures portent la marque de toutes les pratiques du stalinisme; Qu'il est impossible pour des militants de la IV^e Internationale d'accepter de telles injonctions, contraires à toutes les traditions du mouvement révolutionnaire

Considérant que, en aucunes circonstances, les militants trotskistes ne peuvent abandonner le combat pour l'indépendance politique de classe contre les courants petits bourgeois qui comme le FSLN pratiquent la collaboration avec la bourgeoisie ni apporter de soutien politique à un gouvernement bourgeois de quelque type qu'il soit.

Considérant qu'en aucun cas ne peut se justifier d'abandonner l'impératif absolu de construire la, sous quelque forme tactique que ce soit, une section de la IV^e Internationale.

Considérant que le centralisme démocratique ne trouve son contenu politique que dans la construction de la IV^e Internationale dans tous les pays et ne peut couvrir de son autorité politique des mesures administratives tendant à la pure et simple destruction de positions politiques et militantes qui constituent des acquis du combat pour la IV^e Internationale.

Considérant que les motions adoptées signifient un total refus d'ouvrir la discussion et que ceux qui se prétendent la majorité de l'Internationale ont décidé d'organiser la scission dans ses rangs;

En conséquence, NOUS REFUSONS ces mesures prises en rupture avec toutes les règles du centralisme démocratique et NOUS DEMANDONS que cette réunion du SI vote la présente résolution, la seule qui puisse faire reculer les scissionnistes dirigés par la nouvelle direction castriste du SWP.

NOUS AFFIRMONS également que ceux qui soutiennent les mesures adoptées sont responsables, moralement et politiquement, d'offrir, au nom de la IV^e Internationale, une couverture politique à toutes les mesures de répression policière qui ont été et peuvent être dirigées contre les militants trotskistes au Nicaragua et en Amérique centrale.

Le cas échéant, nous prendrons après ce vote, toutes les décisions nécessaires pour sauvegarder l'unité et l'intégrité de la IV^e Internationale sur la base de son programme.

Pour cela, NOUS APPELONS, tous les partis, tous les dirigeants, tous les militants qui se réclament de notre mouvement mondial à se regrouper pour empêcher la réalisation d'un Congrès mondial anti-démocratique et garantir un véritable Congrès démocratique et avec autorité morale et politique qui puisse renverser les positions liquidationnistes de notre programme au Nicaragua.

Ce document a été publié dans *Intercontinental Press* du 24 septembre sous le titre de "Déclaration de la délégation du S.U." avec l'avertissement suivant: "La déclaration suivante a été remise à la direction du FSLN à Managua le 3 septembre par une délégation du SU de la Quatrième Internationale composée de Manuel Aguillon, JP Beauvais, H. Blongo, P. Comejo, B. Sheppard et C.F. Udry."

Ce document se termine ainsi:

"Toutes activités qui cherchent aujourd'hui à créer des divisions entre les masses mobilisées et le FSLN sont contraires aux intérêts de la révolution.

Ce fut le cas particulièrement avec les activités de la Brigade S.B. Ce groupe avait une double politique: capitaliser le prestige du FSLN en utilisant lui-même le drapeau sandiniste, et, dans le même temps, dans les organisations de masse ou politique sectaire essayait de séparer les travailleurs de leur avant-garde.

(...) Dans une situation politique et économique qui requiert la plus grande unité dans la lutte, le FSLN avait raison de demander que les membres non-nicaraguayens de ce groupe, qui se définissent eux-mêmes comme une organisation avant tout militaire, quittent le pays."

DOCUMENT N° 2: DECLARATION KREING sur l'ORDRE DU JOUR du S.U.

Comme membre du S.U. et de la F.B. je proteste vigoureusement contre:

- La manœuvre de diversion du Bureau du SU tendant à éviter la discussion sur la politique néfaste appliquée au Nicaragua, politique qui capitule face à un gouvernement bourgeois et à une organisation réformiste comme le FSLN, réduisant la discussion à un seul jour et tentent de discuter à sa place un nouveau document sur "Démocratie socialiste";
- La méthode anti-démocratique qui cherche à discuter des documents floues disponibles quelques heures auparavant comme ce fut le cas pour "Démocratie socialiste";
- La tentative de remplacer le texte voté à l'unanimité par le S.U. et qui fut publié publiquement il y a déjà deux ans, sans au préalable repousser ce "document programmatique" du S.U.;
- La tentative du S.U. de devier la discussion sur la politique appliquée au Nicaragua pour son propre compte, sans consulter les autres membres du SU, sans discussions préalables, mettant l'Internationale devant les faits accomplis;
- la sinistre politique collaborationniste du S.U. qui a appuyé de fait la police sandiniste et panaméenne qui d'un commun accord ont infligé de brutales sévices aux 70 membres non-nicaraguayens de la B.S.B.;

Et je déclare que:

Est-on avec ceux qui torturent les trotskistes ou avec les trotskistes torturés? Cette question doit être clairement tranchée comme préalable à toute discussion. Ce SU se refuse à prendre position sur cette question et de fait prend position du côté de la police sandiniste et de sa soeur la police panaméenne.

DOCUMENT N°3: MOTION PREALABLE DE LA TLT SUR LA COLONNE SIMON BOLIVAR (rejetée).

Le SU a pris connaissance d'une déclaration du PC du SWP (USA) et de l'article relatif à la Colonne Simon Bolivar parus dans "Le Militant" du 31 août 1979. La déclaration du PC du SWP affirme que "cet épisode malencontreux de la USP était exactement ce qu'attendait l'administration de Carter" tandis que, dans le même sens, l'article du "Militant" parle d'affrontement provocateur".

Indépendamment du débat politique qui doit s'engager au sein de la IVème Internationale sur les lignes en présence face à la révolution au Nicaragua, le SU condamne cette prise de po-

sition de la direction du SWP comme constituant une rupture ouverte avec le principe élémentaire de la solidarité avec les membres de la IVème Internationale et un appui politique aux mesures répressives prises par un gouvernement bourgeois.

Le SU a pris connaissance d'une déclaration signée par les camarades Camejo et Udry et remise à la direction du FSLN (publiée dans "I.R." du 24 septembre 1975). Cette déclaration se présente comme une déclaration de la délégation du SU. Elle affirme notamment que "toutes les activités qui aujourd'hui cherchent à créer des divisions entre les masses mobilisées et le FSLN sont contraires aux intérêts de la révolution" et dénonce publiquement la FSB pour avoir "essayé de séparer les travailleurs de leur avant-garde"; La déclaration se conclut en affirmant: "Le FSLN a eu raison de demander que les membres non-nicaraguayens de ce groupe... quittent le pays."

La "délégation" au nom de laquelle se sont ainsi exprimés les camarades Camejo et Udry n'avait pas d'autre mandat que de prendre contact avec les trotskystes présents au Nicaragua. Le SU condamne cette déclaration qui se couvre abusivement de son autorité comme une rupture du centralisme démocratique. Quant au fond, le SU condamne cette déclaration comme apportant, contrairement aux principes les plus élémentaires de notre mouvement, au nom d'arguments marqués par le chauvinisme et l'opportunisme vis-à-vis du FSLN, un soutien politique à des mesures répressives prises par un gouvernement bourgeois contre des membres de la IVème Internationale.

DOCUMENT N°4: MOTION PRELIMINAIRE DE LA FC SUR LA BRIGADE SIMON BOLIVAR:

CONSIDERANT:

- 1- Que la BSB fut expulsée du Nicaragua dans une opération conjointe des polices sandiniste et panaméennes;
- 2- Que cette activité conjointe des polices du Nicaragua et de Panama contre les révolutionnaires, est attestée dans le cas de la BSB par les faits suivants; ils furent chassés du Nicaragua par la garde nationale panaméenne; on utilisa pour cela un avion des forces armées de Panama; ils furent brutalement molestés par la police panaméenne avec la complicité de la police sandiniste;
- 3- Que cette étroite collaboration policière panaméenne et sandiniste a été démontrée par les faits que rapporte le quotidien la Prensa de Managua: "Un haut militaire panaméen a déclaré que depuis vingt jours il collaborait avec notre police sandiniste et qu'il avait de la fierté, satisfaction et plaisir des résultats obtenus..."

" J'apprécie la capacité des révolutionnaires sandinistes qui en peu de jours ont compris les instructions des instructeurs policiers panaméens. Hier sont partis cents sandinistes vers Panama pour suivre des cours intensifs de police; le cours sera spécialisé et ceux qui en reviendront seront des instructeurs de nos étudiants à l'école de Police ...

" Le programme élaboré par le Commandant central de la police sandiniste E S Chavez, comprend la participation du Colonel Peredes sous-chef de l'Etat Major de la Garde Nationale de Panama. Après la cérémonie des serments, parla l'abbé Villalobos, aumônier de l'armée de Panama, qui apporte une aide morale aux militaires de ce pays qui résident au Nicaragua; "

- 4 - Que la persécution des camarades de la BSB par la police sandiniste avec la complicité de cette police avec les polices et armées bourgeoises latino-américaines continue, comme le démontre la brutale persécution dont furent l'objet la BSB en Colombie, les coordinateurs et organisateurs de la BSB, les camarades Valencia, Rito et un important commandant ...

... sandinistes furent brutalement torturés dans le BIM (Institut de la Brigade Militaire) colombien comme appui au "gouvernement ami du FSLN au Nicaragua";
 5 - Que Intercontinental Press et Le SWP, parmi d'autres organisations de la IV, dénoncent le caractère brutal et pro-impérialiste des forces armées panaméennes, principalement de sa police, de la Garde Nationale;

LE S.U. DECIDE:

- 1 de condamner les méthodes brutales employées par les polices sandiniste et panaméenne contre les membres de la BSB;
- 2 d'engager une campagne mondiale contre ces méthodes;
- 3 de dénoncer l'unité au service de la contre-révolution de ces polices;
- 4 d'exprimer publiquement que la solidarité avec les membres de la BSB brutalement réprimés par ce front unique policier et gouvernemental, au Nicaragua, à Panama et en Colombie.

DOCUMENT N°5 MOTION PRELIMINAIRE DE LA TIT SUR L'ORIENTATION AU NICARAGUA (rejetée).

Le texte en date du 15 août 1979 publié dans plusieurs organes de presse de l'Internationale ("The Militant", "I.P.", "Rouge", ...) n'a été ni discuté ni adopté par le Secrétariat Unifié, qui constitue la seule direction régulière de l'Internationale entre deux réunions du C.E.I.

Le SU constate que c'est à tort que ce texte a été publié comme une "Déclaration de la IVème Internationale",

Le SU réaffirme que le seul document engageant la VIème Internationale et reflétant son orientation sur la révolution prolétarienne au Nicaragua est, à ce jour, la déclaration adoptée régulièrement par le SU en date du 4 juillet 1979 ("Inprecor" du 15 août).

Le SU a pris connaissance de la lettre qui lui a été adressée de Managua, en date du 6 septembre 1979, par les camarades Sarah et Félix. Vu la gravité des faits incriminés, le SU constitue une commission d'investigation composée des camarades qui devra faire son rapport d'ici le Congrès Mondial.

Le SU a pris connaissance de l'article des camarades Murphy, Camejo et Rodriguez intitulé "Ouvriers et paysans luttent pour un nouveau Nicaragua" et publié dans "Le Militant" du 24 août 1979.

Dans cet article écrit à propos du "gouvernement de reconstruction nationale": "Dans la forme il s'agit donc d'une coalition gouvernementale dans laquelle les sandinistes sont en minorité. La réalité est différente. La réalité est différente. La réalité, c'est que Nicaragua est aujourd'hui dirigé par la direction nationale unifiée du FSLN composé de neuf commandants sandinistes; Tous les neuf sont castristes.. Le pouvoir réel est entre les mains du FSLN".

Tout en affirmant qu'un "gouvernement ouvrier et paysans n'est pas encore établi", ce même article conclut: "Le pouvoir qui existe aujourd'hui au Nicaragua est un pouvoir révolutionnaire". "Le Militant" du 31 août tire la conclusion d'une telle caractérisation, le soutien politique au gouvernement en place et à son activité de "reconstruction nationale". "Nous pensons que le gouvernement sandiniste qui essaye de remettre le Nicaragua sur ses pieds fait du bon travail".

Le SU affirme que cette analyse qui introduit un dé- but de révision sur la nature bourgeoise et le rôle contre-

révolutionnaire des gouvernements de coalition et conduit à soutenir politiquement le gouvernement de reconstruction nationale, va à l'encontre du programme de la IVème Internationale face à la révolution au Nicaragua tel qu'il a été tracé dans la déclaration du SU du 4 juillet qui affirmait à juste titre: "Le gouvernement de reconstruction nationale est une carte jouée par la bourgeoisie pour éviter que le renversement de Somoza ne conduise à l'éclatement des structures socio-économiques capitalistes et de l'appareil d'Etat" et se concluait par l'appel à la formation d'un gouvernement "qui exclue de ses rangs tout représentant des classes dominantes et de l'impérialisme".

Le SU a pris connaissance des articles parus dans "Le Militant" et "IP" à propos de la Conférence des "non-alignés" et de la politique cubaine lors de cette conférence. Outre la publication, sans aucune prise de distance politique que du discours de Castro, ces articles caractérisent la politique cubaine comme "une riposte percutante à l'impérialisme US" ("IP" du 24.9.79, p. 330) et l'oppose, terme à terme, à la position yougoslave analysée comme "la continuation du cours "traditionnel" du "mouvement des non-alignés", c'est à dire une "politique d'acquiescement à l'impérialisme" (IP, 17.9.79, p. 333). Par ailleurs, il est affirmé que "la politique extérieure de Cuba est à l'opposé de la politique de "détente" de Moscou" (IP, 24.9.79, p. 331).

Ces analyses constituent un travestissement de la réalité de la politique cubaine telle qu'elle s'exprime ouvertement dans le discours même de Castro. Ce discours apporte expressément sa solidarité politique avec nombre de régimes bourgeois (y compris l'Iran, la Bolivie, l'Ethiopie, l'Algérie et le gouvernement de reconstruction nationale au Nicaragua) ou impérialiste (Espagne). Ce discours en appelle à "l'amitié" des "pays industrialisés d'Europe occidentale", se solidarise de la bureaucratie au nom du slogan stalinien de "communauté socialiste", apporte son soutien actif à "la paix, la détente, la coexistence pacifique et le désarmement entre l'URSS et les Etats-Unis", exprimant notamment sa "satisfaction" face aux accords SALT II entre l'URSS et les Etats-Unis, "aussi bien que face aux autres pas franchis dans ces domaines".

D'autre part, les articles de "IP", qui caractérisent comme "anti-impérialiste" une politique cubaine qui s'inscrit expressément et complètement dans le cadre même du "mouvement des non-alignés", en sont conduits de ce fait à donner une analyse de ce dernier qui abandonne les critères de classe les plus élémentaires: "La réunion de ces pays reflète les réalités des lois du marché capitaliste mondial et les conflits politiques et économiques qui en résultent avec l'impérialisme, même parmi les gouvernements membres les plus ouvertement pro-impérialistes; ce sont des réalités plutôt que l'alignement ou le non-alignement qui définissent ce rassemblement de nations".

Une telle analyse conduit à nier la nécessité élémentaire pour la IVème Internationale de dénoncer ce regroupement en tant que tel, comme un organe réactionnaire, association d'Etat néo-coloniaux bourgeois dominés par l'impérialisme avec la caution de la bureaucratie et la participation de certains gouvernements bureaucratiques et constituent à ce titre l'un des pivots de la collaboration de classes et de la défense du statut quo mondial. De ce double point de vue, le SU manifeste son désaccord total avec la ligne de ces articles.

DOCUMENT N°6 : MOTION TLT SUR LA REPRESSION (non votée).

Le S.U. déclare que c'est son devoir le plus élémentaire et de principe de défendre inconditionnellement l'intégrité physique et les droits démocratiques de tout courant du mouvement ouvrier face à la répression de n'importe quel Etat bourgeois.

En conséquence, sous aucun prétexte, aucun militant de la IV ne pourra s'associer au FSLN et au Gouvernement de Reconstruction Nationale pour réprimer ou s'attaquer aux droits démocratiques de tout courant ouvrier au Nicaragua et défendre inconditionnellement les trotskistes persécutés ou menacés par le FSLN et le G.R.

DOCUMENT N° 7 MOTION ADOPTÉE PAR LE S.U. SUR LA BRIGADE SIMON BOLIVAR. (Extraits)

Ce document d'une page et demie, adopté après un très difficile débat d'amendement et de procédure et contre l'avis et le vote de la direction du S'UP se termine de la façon suivante:

"La IVe Internationale condamne et répudie la BSB et ses activités.

Par contre, la IVe Internationale considère que l'expulsion de la BSB du Nicaragua fut erronée. Mais, si nous ne voulons pas minimiser le caractère frauduleux, irresponsable de l'opération de la BSB, nous croyons que le prestige du FSLN était suffisamment grand pour régler le problème par la critique et la dénonciation publique."

C'est la phrase, ici soulignée par nous, qui est censée exprimer une "condamnation" de l'expulsion par le FSLN et le G.R. C'est elle qui malgré sa scandaleuse modération, a conduit la direction du S'UP à voter contre la version finale du document.

DOCUMENT N°8: MOTION ADOPTÉE PAR LE S.U. SUR L'ACTIVITE DES MEMBRES DE LA IV AU NICARAGUA.

Dans plusieurs pays d'Amérique centrale où le renversement de la dictature de Somoza a créé un nouveau cadre pour la lutte de classes, il n'y a pas de section ou d'organisation sympathisante reconnues par la IVe Internationale. A la lumière de ceci, le S.U. décide qu'au Nicaragua, au Salvador, au Guatemala et au Honduras, toute activité politique des membres de la IVe Internationale ou ceux qui considère la IV comme direction, doivent être prise en charge sous le contrôle direct de la direction du S.U. sur la base de la ligne politique adoptée par celui-ci.

L'OST de Costa Rica et la FB en particulier sont enjointe de cesser toute activité au Nicaragua, y compris la construction d'organisations et de limiter elles mêmes leurs activités entreprises, en collaboration avec le SU et sur la base de la ligne de l'Internationale.

Comme l'a tracé la résolution sur la révolution nicaraguayenne adoptée par le SU du 1er octobre 1979, tous les nicaraguayens membres ou sympathisants de la IV doivent agir "comme des militants loyaux dans le cadre de l'organisation qui a conduit au renversement de Somoza et dirigé cette révolution... pour défendre les idées fondamentales du marxisme révolutionnaire. (traduit de l'anglais par la TLT).

DOCUMENT N°9: MOTION ADOPTÉE PAR LE S.U. CONCERNANT FAUSTO AMADOR.

Afin d'appliquer la ligne politique adoptée par le SU de la IV, le SU enjoint le Comarade F. Amador de prendre immédiatement contact avec la direction du FSLN dans les formes appropriées et de les informer de ce que:

1 Il reconnoît la gravité des erreurs politiques qu'il a commises dans le passé comme il l'avait déjà affirmé publiquement en 1977 sur requête du SU;

2 Il est prêt à faire ce que proposera la direction du FSLN pour surmonter les divers problèmes que ses erreurs passées ont pu causer;

Ceci doit être fait avant le Congrès mondial qui reviendra sur cette question.

Cette décision de la direction de la IVe Internationale sera immédiatement communiquée à la direction du FSLN. (traduit de l'anglais).

La motion qu'a présenté le bureau ne peut pas être comprise prise isolément. Elle fait partie de l'ensemble de la ligne politique mise en pratique par le SWP, cette même ligne que la résolution adoptée par le SU essaie de couvrir.

On peut y voir comment les membres de la IVème internationale n'ont aucune taches ni d'organisation ni programmatique si ce n'est de se dissoudre simplement dans le FSLN, sous ses ordres, d'une façon loyale. Ceci permet d'apprécier la signification de chacune des phrases de la motion concernant ma personne.

Dans la résolution concernant le Nicaragua et dans les votes que la majorité absolue du SU a émis, on a vu clairement la volonté manifeste de s'attirer les bonnes grâces du FSLN, quitte à réviser nos positions les plus élémentaires sur la caractérisation d'un Gouvernement, se refusant à caractériser le Gouvernement de Reconstruction Nationale comme un Gouvernement Bourgeois d'unité nationale clairement contre révolutionnaire.

Dans ce même esprit, on trouve la soumission totale à toutes les mesures et orientations du FSLN et le refus de dénoncer les déclarations publiques des délégués du SU appuyant et couvrant politiquement l'expulsion de la Brigade Simon Bolivar.

Ceci explique clairement l'esprit de la motion sur ma personne, c'est un autre acte d'une chaîne de capitulations qui vise à garantir au SU la complaisance du FSLN.

Le véritable destinataire de cette motion est le FSLN et le message qui lui est envoyé est clair: la présence de Fausto Amador dans les rangs de la IVème internationale ne sera pas un obstacle à nos relations. Fausto Amador sera soumis aux conditions et à la discipline du FSLN ou sera rejeté de nos rangs et dénoncé.

Ceci explique pourquoi cette motion se présente maintenant de façon intempestive, sans aucune discussion prévue ni avec moi, ni avec la Direction de mon Parti. Il n'était pas question de nous convaincre sur le fond, de ne rien faire d'autre qu'un acte exemplaire de soumission au FSLN pour s'attirer l'indulgence de celui ci.

En soi, la motion ne représente rien d'autre que la permission que le SU offre à la Direction du FSLN pour réouvrir un dossier et une discussion que le SU lui même avait fermé il y a déjà quelques années. Ce qui est plus grave, c'est de lier l'activité politique d'un dirigeant de la IVème internationale aux agissements d'une organisation que l'on retrouve en pleine coalition gouvernementale avec la Bourgeoisie. Il apparait de façon évidente comment la Direction du SWP, qui mène le SU sur cette ligne, a compris que la bonne entente avec le FSLN passe par la liquidation totale de la IVème internationale au Nicaragua et agit en conséquence sur toute la ligne.

Il y a plusieurs semaines, la direction de l'OST et moi même avons rencontré la Direction du FSLN pour discuter des conditions de mon intégration au Nicaragua. Cette résolution a pour dynamique de me désarmer complètement face au FSLN et de me remettre ni plus ni moins dans ses mains. Ceci va avoir comme effet l'augmentation des pressions et exigences du FSLN jusqu'à la capitulation complète de mes positions politiques comme condition à mon retour.

Cette motion doit être rejetée avec toute la chaîne de politiques, attitudes, déclarations et motions du SWP, du SU et de ses délégués qui cherchent clairement et consciemment la liquidation totale de la IVème Internationale devant la révolution nicaraguayenne et centre-américaine en marche.